“L’affaire BKV”(épisode 4)

Par JFB le lun 25/01/2010 - 12:05

Si 2009 était une annus horribilis pour le BKV, 2010 a également bien mal débuté pour l'entreprise des Transports Publics Budapestois et pour les habitants de la capitale, paralysée pendant plusieurs jours par une grève des chauffeurs de bus et de tramways.

Les scandales liés au BKV, qui ont éclatés suite à la découverte des affaires de corruption au sein de la Société des Transports Publics Budapestois, se poursuivent depuis plusieurs semaines. Éva Horváth, l’ancienne porte-parole du BKV, est accusée d'avoir continué de percevoir son salaire (soit 24 millions de HUF au total) malgré son départ de la société. Éva Horváth, qui travaillait depuis en tant que porte-parole de Miklós Hagyó, le vice-maire socialiste de Budapest, avait été renvoyé de ses fonctions au sein du BKV en août 2009. Elle a par la suite également quitté la mairie et nie depuis les accusations formulées contre elle.

Outre l’affaire autour d'Éva Horváth, la presse hongroise s’est également longuement penchée sur le cas de la responsable de la politique des ressources humaines de l'entreprise, Eleonóra Sz. Sz., qui a récemment été arrêtée par la police pour fraude. Elle avait touché une prime de départ en retraite d’un montant de 96 millions de HUF alors qu'elle avait continué à travailler pour l’entreprise (lire JFB n°297). Selon les informations de la Télévision Hongroise, la police a trouvé plusieurs centaines de contrats d’embauche dans l’appartement d’Eleonóra Sz.Sz., contrats dont la rupture a pu permettre à de nombreux employés de se voir verser d'importantes primes de départ.

En effet, l'enquête avait révélé en septembre que plus de 3 milliards de HUF avaient été versé à une cinquantaine de cadres sur le départ depuis 2007.

L’année 2010 a en outre débuté avec une vaste action de sabotage de la part des chauffeurs d’autobus qui entendaient ainsi protester contre la révision des contrats collectifs. Le 4 janvier dernier, un quart des autobus sont restés dans les garages car les chauffeurs ont cherché et relevé les défaillances des véhicules: les sièges endommagés ou l'absence de microphones font parti des critères sur lesquels les

chauffeurs se sont basés pour choisir de ne pas prendre le volant. La flotte du BKV étant dans un état déplorable, peu de véhicules étaient alors “opérationnels”, selon ces critères. Cette action des chauffeurs visaient à attirer l'attention sur leurs conditions de travail, en particulier sur le mauvais état des véhicules. Selon des calculs préliminaires, l’entreprise devrait dépenser de 10 à 20 milliards de HUF pour leur rénovation ou investir 60 milliards de HUF pour l'achat de nouveaux véhicules.

La direction du BKV a toutefois choisi de donner raison aux usagers mécontents puisque, suite à des actions de sabotage de certains véhicules restés au garage, plusieurs employés de la société ont été renvoyés le 6 janvier dernier.

Quatorze syndicats ont alors appelé à la grève le 12 janvier faute d'être parvenus à un accord avec la direction. Gábor Nemes, le porte-parole des syndicats en grève, estime que «le nouveau contrat d’embauche collectif est injustement défavorable aux salariés». L’ancien contrat collectif est arrivé à terme le 1er janvier, remplacé, selon les dires d'István Kocsis, le directeur du BKV, par un contrat certes moins favorable aux employés que le précédent – du fait des mauvaises conditions financières de l'entreprise et de la crise économique, mais toutefois plus avantageux pour les travailleurs que ne le prévoit le code du travail.

Selon les calculs de Gábor Nemes, ce nouveau contrat entraîne 10 % de baisse de salaire pour les employés. En outre, les membres des syndicats en grève n’ont pas de contrat d’embauche valide, ce qui est illégal.

L’ambiance est pas conséquent plus que glacial au sein du BKV, les affaires de corruption des uns entraînant le mécontentement des employés en bas de l'échelle sociale de l'entreprise, ce qui a encouragé les syndicats à lancer ce mouvement de grève. Ces derniers ont demandé au Premier Ministre de participer aux discussions entre les employés et la direction. Gordon Bajnai leur a répondu que l’action menée par les syndicats étaient sortie du cadre légal de la grève car le service minimal proposé aux usagers, pourtant prévu par la loi, étaient insuffisant.

Les grévistes sont toutefois parvenus à un accord dimanche dans la soirée. (Lire la revue de presse)

Tímea Ocskai

•

Catégorie
Agenda Culturel